



**Lundi 5 novembre 2012**

**Communiqué de presse**

**Harlem Désir, Premier secrétaire du Parti socialiste**

**Rapport Gallois : un implacable réquisitoire contre le bilan de 10 ans de politique de la droite, l'impératif d'une stratégie forte pour l'industrie et l'emploi.**

Le rapport remis ce lundi 5 novembre par Louis Gallois à la demande du Premier ministre dresse un diagnostic sévère de la situation de l'industrie de notre pays.

Notre industrie décroche dans la compétition mondiale et européenne. Elle accumule les retards en matière d'innovation, de recherche, d'investissement, de formation des travailleurs. Le tissu des PME est trop faible, leur développement est insuffisant et la destruction d'emplois industriels est massive. Cette situation est inacceptable pour notre pays. C'est l'ensemble de l'économie française qui est affaibli car de nombreux emplois de service dépendent de l'industrie. Cette perte de puissance économique met également en danger le financement de notre modèle social. Ce diagnostic confirme l'analyse établie de longue date par le Parti socialiste : il n'y a pas d'économie forte sans une industrie forte.

Le rapport Gallois est aussi un implacable réquisitoire contre l'échec de 10 ans de politique de la droite. Quand la gauche était aux responsabilités, le commerce extérieur était excédentaire, son déficit a atteint en 2011 le chiffre record de 71 milliards d'euros. C'est un bilan sans appel d'une décennie de politique industrielle désastreuse menée sous les gouvernements de droite.

L'UMP, qui prétend aujourd'hui donner des leçons, a été totalement incapable d'empêcher le recul de l'industrie française quand elle était au pouvoir. La France dispose pourtant d'atouts considérables, parmi lesquels l'excellence de sa recherche publique, ses ingénieurs, la qualité de ses infrastructures et de ses services publics.

Le gouvernement présentera le mardi 6 novembre ses propositions et son pacte pour la compétitivité.

Le Parti socialiste souhaite une stratégie d'ensemble forte et durable pour notre industrie. Elle doit répondre aux défis de l'innovation, de l'exportation, du développement des PME, du financement de l'investissement, de la compétitivité prix et hors prix, de la formation et de la sécurisation des parcours professionnels. C'est l'avenir de l'emploi dans notre pays qui est en jeu. Pour le Parti socialiste, c'est la priorité.

L'ensemble de ces questions devront être débattues avec les partenaires sociaux. Le Parti socialiste appelle l'ensemble des forces sociales et économiques à se mobiliser autour d'un sursaut indispensable pour le redressement de l'industrie et de l'économie de notre pays.